

redéfinition de leur(s) réalité(s). Transcendant les vécus singuliers des femmes africaines-américaines, le féminisme noir offre à la pensée féministe un cadre épistémologique alternatif, des outils théoriques et des savoirs nouveaux permettant de réfléchir aux processus de résistance à un ensemble d'oppressions intriquées. Pouvant être réinvesti et transposé à d'autres contextes ethnosocioculturels – et notamment au contexte noir français – au sein desquels des femmes font également quotidiennement l'expérience simultanée d'un ensemble de discriminations, le *Black Feminism* constitue bien « une ressource théorique et politique indispensable » (p. 9) pour penser les principaux rapports de domination contemporains à la fois genrés et racialisés.

Nathalie Antiope

CIMICREDAM, université Paris 3-Sorbonne nouvelle
nathalieantiope@gmail.com

Delphine GARDEY, *Écrire, calculer, classer. Comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines (1800-1940)*.

Paris, Éd. La Découverte, coll. Textes à l'appui, 2008, 320 p.

L'ouvrage est une version adaptée pour l'édition d'un mémoire d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, soutenu en 2006 à l'École des hautes études en sciences sociales (*Travail, techniques, sciences et genre. Recherches en histoire et en sociologie*, 3 volumes) et dirigé par le sociologue des sciences Bruno Latour. Si l'historienne et sociologue a délaissé les parties consacrées au genre, elle n'en a pas pour autant abandonné son affiliation aux *Gender Studies*. Ce livre se nourrit, certes, des travaux précédents de l'auteur, dont la thèse d'histoire contemporaine portait sur *Un monde en mutation. Les employés de bureau en France (1890-1930). Féminisation, mécanisation, rationalisation* (Paris 7, 1995, dont une édition a été publiée chez Belin en 2001), mais également des lectures essentiellement anglo-saxonnes qui l'ont nourrie.

Ainsi apporte-t-elle une contribution importante à une histoire contemporaine mal connue, celle de l'écriture. En proposant à travers une série de dossiers non exhaustive d'« arts de faire » (p. 10) – « prendre en note », « écrire », « copier » –, autour du « pivot à bien des égards dans [cette] histoire » qui consiste à « classer » (p. 13), permettant d'ouvrir sur les « chiffres

et [...] modes de production » (p. 14) – « calculer », « tenir les comptes » –, l'auteur entend mettre en évidence des objets de cette culture écrite – la sténographie, la machine à écrire, le stencil, la fiche, la machine à calculer – autant qu'enrichir les savoirs sur ces pratiques en France, en Angleterre et aux États-Unis. Ainsi montre-t-elle que, « jusqu'au milieu des années 1890, la modernité dans le domaine des affaires est anglaise » (p. 82) et que l'américanisation est permise par la Première Guerre mondiale, qui « joue un rôle important dans la pénétration de[s] idées [d'organisation scientifique du travail (ost)] en Europe » (p. 106). La problématique de l'auteur se nourrit de « ces transformations, apparemment anodines, [...] au cœur d'une révolution managériale initiée aux États-Unis qui réorganise profondément l'économie américaine et, dans une moindre mesure, les économies britannique et française au cours des années 1890-1930 » (p. 13). Tirant « un fil qui va de l'idéal d'instruction des cours de l'an III, politiquement lié à la question de la formation de l'opinion – reposant elle-même sur la diffusion de la parole et de l'information, et ayant une vocation à assurer la production de bons citoyens » (p. 70) à « l'actualité de l'histoire "officielle" des économies de l'information, des techniques et des pratiques, des milieux professionnels et des espaces qui ne sont généralement pas considérés comme participant de cette histoire » (p. 243), on la suit aisément lorsqu'elle montre le passage d'un ancien à un nouveau régime de l'écrit, entendu comme infrastructure humaine matérielle et cognitive. Croisant les approches, l'analyse d'une scène d'écriture, celle de manuels d'enseignement et de comptabilité comme des revues de management, des modes d'emploi techniques ou des brevets d'inventeurs, entrant dans les commerces et les bureaux, mais aussi les grandes institutions démocratiques, le regard de l'historienne dessine un paysage invisible et non-pensé tant il est ordinaire, sinon usuel. Son horizon délaissé les machines et les fiches pour montrer une histoire sociale fondée sur le travail féminin en particulier. De ce point de vue, l'apport de ce travail est essentiel. Toutefois, son dernier chapitre et sa conclusion (« traiter l'information », « *Literacy* et espace public ») fragilisent cet ensemble bien ordonné. Délaissant l'analyse d'une évolution pour « inscrire des pratiques dans l'anticipation de mutations qui ne mobiliseront la notion d'information qu'ultérieurement pour se définir » (p. 243), elle propose une vision plus en

phase avec la révolution de l'informatique que de l'information. De fait, elle ramène à un mode de pensée la « société de l'information », qu'elle attribue au bibliographe belge, et précurseur conceptuel de Wikipedia, Paul Otlet (1868-1944) dès 1916, qui était en vogue au milieu des années 90. D'accord avec le fait qu'« un des traits des mutations survenant dans chacun des arts de faire retenus est la mécanisation » (p. 245) ou qu'« on parle du bureau comme d'un "cerveau mécanique" » (p. 249), on la suit difficilement lorsqu'elle applique à « l'idée de *system* au cœur de la pensée managériale » (p. 250) une acception technologique, faite de « *datas* (données) » (p. 256), de « "routine" » (p. 251). Désireuse de mieux inscrire l'histoire de l'informatique dans l'histoire générale » (p. 263), elle commet, en plus d'un anachronisme évident, quelques erreurs conceptuelles.

L'anachronisme tient évidemment à se placer dans une dynamique informatique, alors que la recherche scientifique en la matière n'en est qu'à ses balbutiements. Elle le souligne elle-même, précisant que ce moment intervient « bien des années plus tard avec l'entrée dans l'âge du *computer* » (p. 257) ; mais elle parle à ce moment-là de l'évolution du marché des machines... La preuve de cette confusion chronologique se retrouve dans l'importance qu'elle donne au projet Manhattan par rapport à Alan Turing (p. 263). Ce dernier était pourtant l'initiateur du projet Colossus, lié directement au traitement de l'information, puisqu'il s'agissait de décoder des messages chiffrés allemands par les Britanniques dès le début de la Seconde Guerre mondiale ; pour ce faire, il systématisa ses connaissances et ses intuitions pour créer le premier ordinateur (voir Paul Gannon, *Colossus. Bletchley Park's Greatest Secret*, Londres, Atlantic Books, 2006). C'était avant qu'IBM et d'autres songent à sa commercialisation... Cet anachronisme, pour ne pas dire déterminisme, entraîne les confusions que l'on retrouve tout au long de l'ouvrage entre administration et bureaucratie ; Françoise Dreyfus, dans la même collection, mais en Histoire contemporaine, en fait la brillante démonstration dans *L'invention de la bureaucratie. Servir l'État en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis (XVIII^e-XX^e siècles)* (Paris, Éd. La Découverte, 2000). La vision techniciste, centrée sur les conséquences sociales du machinisme, lui fait perdre de vue les conséquences sociales de l'Organisation scientifique du travail (ost), qui

elles, malgré le développement de l'informatique, se font sentir encore de nos jours. Ceci est notamment prégnant en ce qui concerne l'autonomisation de l'employé de bureau, avec toutes les segmentations langagières créées depuis, comme la dactylographe devenue assistante ou le préposé au classement transformé en archiviste ou documentaliste diplômé.

C'est avant tout cela, « traiter l'information », dans le domaine de l'entreprise et la conséquence la plus évidente de l'entrée des machines et des fiches. Quant à la dynamique civique qu'elle entend insuffler à sa démarche, afin de questionner « autrement les liens entre science, technique et politique » (p. 288), est-elle réellement le seul apanage de la « société démocratique » (p. 286) ? Il semble bien que l'Allemagne nazie, pour rester dans l'environnement chronologique immédiat des constats de l'auteur, se développa grâce à « un espace public qui sous-entend une éducation du public, comme l'économie moderne repose sur l'écrit et le calcul qu'elle développe et renforce en s'appuyant sur des travailleurs éduqués et sur des machines nouvelles » (p. 286). Les cartes perforées servirent aussi à la comptabilité concentrationnaire... Dommage que ces quelques maléfices viennent troubler un ouvrage somme toute convaincant en bien des points.

Gérald Arboit
CERE, Luxembourg
gerald.arboit@aliceadsl.fr

Jean-Noël GRANDHOMME, dir., 2008,
Boches ou tricolores. Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre.
Strasbourg, Éd. La Nuée Bleue, 464 p.

Voilà un ouvrage singulier au sein du foisonnement éditorial qui a accompagné, à la fin de l'année passée, le 90^e anniversaire du 11 novembre 1918. *Boches ou tricolores*, sous la direction de Jean-Noël Grandhomme, fait suite à un colloque organisé à l'université Marc-Bloch de Strasbourg en 2004 sur le thème « La société et la Grande Guerre en Alsace-Moselle : réalités, représentation, mémoire ». En effet, le projet de cet ouvrage collectif est de dessiner les contours d'une identité méconnue, double et donc difficile à appréhender dans toute sa diversité à travers l'examen de cette mémoire singulière qu'est celle des Alsaciens-Lorrains. Une mémoire tout